

Le Sénat va demander la reconnaissance de la République du Haut-Karabagh

Article rédigé par *Le Figaro*, le 20 novembre 2020

Source [Le Figaro] Le Sénat va voter mercredi 19 novembre sur un projet de résolution sur le Haut-Karabagh, co-signé par les deux principales composantes de la majorité sénatoriale de droite et les trois groupes de gauche, demandant notamment au gouvernement «*la reconnaissance de la République du Haut-Karabagh*».

Ce projet de résolution, qui n'a pas de valeur contraignante, a été inscrit à l'ordre du jour de la chambre haute à la demande de son président Gérard Larcher (LR). Co-signé par les présidents des groupes LR (Bruno Retailleau), centriste (Hervé Marseille), PS (Patrick Kanner), CRCE à majorité communiste (Eliane Assassi) et écologiste (Guillaume Gontard), il a toutes les chances d'être voté.

«C'est une première. Il y a 20 ans pratiquement, la France a été de toutes les nations du monde la première à reconnaître le génocide arménien; sans doute que pour la première fois au Sénat, le 25 novembre prochain, nous allons voter une résolution pour condamner les agissements de M. Erdogan et demander aussi une enquête internationale pour les crimes de guerre commis là-bas, notamment dans le Haut-Karabagh, mais surtout pour demander la reconnaissance de la République du Haut-Karabagh», a déclaré mercredi M. Retailleau sur Sud-Radio.

Le texte *«invite le gouvernement à apporter une aide humanitaire massive aux populations civiles du Haut-Karabagh», «à défendre dans le cadre du Groupe de Minsk la mise en œuvre immédiate de la protection des populations par le déploiement d'une force d'interposition internationale»,* selon une version encore provisoire que l'AFP a pu consulter.

Il invite encore le gouvernement *«à demander la conduite d'une enquête internationale sur les crimes de guerre commis au Haut-Karabagh», «à tirer toutes les conséquences diplomatiques du rôle joué par les autorités turques, et à envisager avec ses partenaires européens les réponses les plus fermes appropriées».* Et enfin *«à reconnaître la République du Haut-Karabagh, et à faire de cette reconnaissance un instrument de négociations en vue de l'établissement d'une paix durable».*